

**DÉCLARATION DE
CONFIDENTIALITÉ**
Registre des activités de traitement

**Règlement général de l'UE relatif à la Protection
des Données (2016/679), articles 13, 14 et 30**

Date de révision: 5.12.2022

Nous pouvons mettre à jour ou modifier cette déclaration de confidentialité à tout moment et informerons les personnes enregistrées conformément à la loi. Votre droit à la portabilité des données et/ou à la limitation du traitement, le cas échéant, est d'application à compter du 25 mai 2018.

Cette déclaration de confidentialité décrit le traitement des données personnelles des candidats à un emploi chez Aidian Oy. Le tableau ci-dessous indique l'identité et les coordonnées du ou des sous-traitants.	
1. Responsable du traitement / Société	Aidian Oy (Numéro d'identification de l'entreprise : 1855216-1) Koivu-Mankkaan tie 6B 02200 Espoo Finlande Tél. + 358 10 309 3000
2. Coordonnées	Data Protection Officer e-mail: dataprotection@aidian.eu Data protection / Aidian Koivu-Mankkaan tie 6B 02200 Espoo Finlande
3. Nom du fichier de données	Fichier de données de recrutement d'Aidian
4. La finalité du traitement des données personnelles / Destinataires (ou catégories de destinataires) des données personnelles / Base juridique du traitement des données personnelles	<p>La finalité du traitement des données à caractère personnel est de permettre le fonctionnement de la procédure de sélection pour le recrutement des nouveaux employés et stagiaires de l'entreprise, de permettre la mobilité interne et de sélectionner les membres pour les organes de l'entreprise. Les données personnelles sont traitées par les personnes participant au processus de recrutement.</p> <p>Le responsable du traitement peut utiliser des services externes dans ses opérations et, à cet égard, des données à caractère personnel peuvent être divulguées au prestataire de services externe. Les données personnelles sont divulguées afin d'obtenir des services externalisés tels que le recrutement, l'entretien vidéo et les services d'évaluation du candidat.</p> <p>Nous pouvons communiquer vos données à caractère personnel à des tiers, qui nous aident notamment en effectuant des opérations techniques (stockage et hébergement de données). En cas de changement de propriété ou de contrôle d'Aidian ou de l'ensemble ou d'une partie de nos produits, services ou actifs, nous pourrions transférer vos données à caractère personnel au nouveau propriétaire, au successeur ou au cessionnaire.</p> <p>Le traitement des données à caractère personnel repose principalement sur le consentement de la personne concernée (Règlement général de l'UE sur la protection des données, article 6.1.a). En outre, les données à caractère personnel peuvent être traitées dans une mesure limitée sur la base des intérêts légitimes de la personne concernée (Règlement général de l'UE sur la protection des données,</p>

	<p>article 6.1f) à des fins de recrutement lorsqu'une pondération a montré que les droits et libertés de la personne concernée ne prévalent pas sur ses intérêts légitimes.</p>
<p>5. Contenu du fichier de données</p>	<p>Le fichier de données peut contenir des informations relatives aux groupes suivants, lorsque le traitement de ces données est nécessaire:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renseignements de base du candidat (nom, date de naissance, coordonnées) - Demande d'emploi, CV et autres informations ou pièces jointes délivrés par le candidat (y compris les informations de formation, l'expérience professionnelle, les références, les compétences linguistiques, les informations sur le permis de conduire) - Renseignements relatifs aux entrevues - Interviews vidéo - Informations relatives aux évaluations des capacités et talents - Renseignements relatifs à l'habilitation de sécurité (avec le consentement explicite du candidat) - Informations spécifiées dans le processus de recrutement <p>Le candidat à l'emploi peut déterminer quelles informations il ou elle donne à l'entreprise qui recrute, cependant, s'il refuse de donner les informations mentionnées ci-dessus ou ne donne pas son consentement au processus d'évaluation ou à l'habilitation de sécurité, cela peut signifier dans certaines circonstances que l'entreprise recrute ne peut pas poursuivre le processus de recrutement avec le candidat car il ne peut pas évaluer le potentiel du candidat et son aptitude à occuper le poste d'une manière appropriée.</p>
<p>6. Source d'information</p>	<p>Les données à caractère personnel à traiter sont fournies principalement par le candidat à l'emploi dans le processus de recrutement. Des informations complémentaires nécessaires pourront être obtenues auprès d'autres sources avec le consentement du candidat. Les informations relatives à l'habilitation de sécurité sont obtenues auprès du Service finlandais du renseignement de sécurité. Des informations peuvent également être recueillies à partir des activités du Responsable de traitement.</p>
<p>7. Destinations des données divulguées et transfert éventuel des données dans des pays hors Union européenne ou hors Espace Économique Européen</p>	<p>Par défaut, les données à caractère personnel ne seront ni transférées ni divulguées en dehors de l'Union européenne (UE) ou de l'Espace économique européen (EEE).</p> <p>Les transferts éventuels ne concerneraient que les situations dans lesquelles certains des serveurs du fournisseur de services sur lesquels les données sont stockées seraient situés en dehors de l'UE ou de l'EEE ou les données seraient traitées en dehors de l'UE ou de l'EEE pour fournir un support technique. Si cela se produit, les données sont transférées et traitées de manière légale avec une protection adéquate.</p>
<p>8. Durée de conservation des données personnelles</p>	<p>Le responsable du traitement conserve les données à caractère personnel pendant une période maximale de 1 an, sauf s'il est nécessaire de conserver les données à caractère personnel pendant une période plus longue afin de remplir les responsabilités et obligations de l'entreprise-employeur. Les données à caractère personnel relatives aux candidats qui n'ont pas été sélectionnés pour un département de la société seront supprimées après le processus de sélection. Le responsable du traitement détruit les données lorsque la finalité pour laquelle elles sont stockées n'est plus atteinte.</p>
<p>9. Les principes de sécurisation des fichiers de données</p>	<p>A. Fichier de données manuel Les données manuelles sont stockées dans une zone à accès restreint, accessible uniquement aux personnes autorisées.</p> <p>B. Information électronique La protection du fichier de données utilise la protection technique des données (plusieurs mécanismes de sécurité) et les informations stockées électroniquement ne sont accessibles que par les personnes autorisées.</p>

<p>10. Droit d'accès et droit à la portabilité des données</p>	<p>Après avoir rempli suffisamment de critères de recherche, la personne concernée disposera d'un droit d'accès à ses propres données dans le fichier des données à caractère personnel ou à un avertissement stipulant que le fichier ne contient pas les données recherchées. Dans le même temps, le Responsable du traitement devra fournir au sujet des données, des informations sur les sources des données figurant dans le fichier, sur les utilisations de ces données et sur les destinataires des données diffusées.</p> <p>La personne concernée désirant avoir accès à ses propres données, comme indiqué ci-dessus, devra en faire la demande à la personne responsable chez le Responsable du traitement, en fournissant un document signé de sa main ou un document authentifié comparable.</p> <p>La personne concernée a droit à la portabilité des données (Règlement général européen sur la protection des données Art. 20), c'est-à-dire le droit de recevoir les données à caractère personnel la concernant qu'elle a fournies au Responsable du traitement et qui sont soumises à des traitements automatisés, dans un format structuré et lisible par machine, et a le droit de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque la base du traitement est le consentement ou l'exécution d'un contrat entre le Responsable du traitement et la personne concernée. Les demandes de rectification seront faites en contactant le représentant du Responsable du traitement dont le nom figure à la section 2 de la présente.</p>
<p>11. Droit de retirer du consentement / Droit de s'opposer au traitement</p>	<p>Si la base juridique du traitement des données à caractère personnel est le consentement de la personne concernée, celle-ci a le droit de retirer son consentement.</p> <p>Si la base juridique du traitement des données à caractère personnel est l'intérêt légitime du Responsable du traitement, la personne concernée a le droit de s'opposer au traitement pour des motifs concernant sa situation particulière. La personne concernée a également toujours le droit de s'opposer au traitement des données personnelles à des fins de marketing direct.</p> <p>La demande de retrait du consentement ou d'opposition au traitement est adressée au Responsable du traitement dans un document manuscrit ou un document certifié équivalent, qui est présenté au représentant du Responsable du traitement dont le nom figure à la section 2. Le retrait du consentement ne rend pas illégal le traitement des données à caractère personnel effectué avant ce retrait.</p>
<p>12. Rectification, limitation du traitement et effacement</p>	<p>Le responsable du traitement devra sans délai, de sa propre initiative ou sur demande de la personne concernée, rectifier, effacer ou compléter les données à caractère personnel contenues dans le fichier des données à caractère personnel si ces données s'avéraient erronées, inutiles, incomplètes ou obsolètes s'agissant de l'objectif du traitement. Le Responsable du traitement devra également éviter la diffusion de ces données si elles risquent de porter atteinte à la protection de la vie privée de la personne concernée ou de ses droits.</p> <p>La personne concernée aura le droit d'obtenir auprès du Responsable du traitement la limitation du traitement si elle conteste l'exactitude des données à caractère personnel traitées, si elle affirme que le traitement est illégal et qu'elle s'est opposée à l'effacement des données à caractère personnel et a demandé à la place la limitation de leur utilisation ; si le Responsable du traitement n'a plus besoin des données à caractère personnel pour les finalités du traitement, mais que la personne concernée a demandé les données à caractère personnel pour l'établissement, l'exercice ou la défense de ses revendications légales ; ou si la personne concernée s'est opposée au traitement conformément au Règlement général européen sur la protection des données en attendant la vérification de la prévalence des motifs légitimes du Responsable du traitement sur ceux de la personne concernée. Lorsque le traitement a été limité pour les motifs ci-dessus, la personne concernée qui a obtenu la limitation du traitement devra être informée par le Responsable du traitement avant que la limitation du traitement ne soit levée.</p>

Si le Responsable du traitement refuse de donner suite à une demande de rectification d'erreur adressée par la personne concernée, un certificat écrit devra être rédigé à cette fin. Le certificat devra également mentionner le motif du refus. Dans ce cas, la personne concernée pourra porter cette affaire à l'attention du médiateur chargé de la protection des données.

Le Responsable du traitement devra transmettre la rectification aux destinataires ayant reçu les données et à la source à l'origine des données à caractère personnel erronées. Il n'existe toutefois pas d'obligation de notification si celle-ci s'avère impossible ou déraisonnablement compliquée. Les demandes de rectification seront faites en contactant le représentant du Responsable du traitement dont le nom figure à la section 2 de la présente.

La personne concernée a le droit de déposer une plainte auprès de l'autorité de contrôle (le Bureau du médiateur pour la protection des données) si la personne concernée estime que le traitement de ses données à caractère personnel enfreint la législation en vigueur.